

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 168 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2935 - Prix : 1€

Derrière le théâtre parlementaire

le patronat impose sa politique



**Jours de carence
dans la fonction
publique : un projet**

Page 3

**Quand les parasites
patronaux crient à
l'assassin...**

Page 4

**Les salariés d'Albioma en
grève pour les mêmes droits
que ceux d'EDF**

Pages 7

Trump ou Harris... et à la fin, c'est le Big Business qui gagne

Les élections aux États-Unis sont sans doute le scrutin le plus suivi au monde, et les deux candidats sont au coude à coude.

Trump est le digne représentant des milliardaires dont il est : arrogant, sans scrupules et surtout déterminé à enrichir la classe capitaliste. Du coup, il prend pour cible les plus pauvres, les migrants qui franchissent la frontière en quête d'une vie meilleure, qu'il traite de « criminels » et de « vermine ». À l'inverse, il promet aux plus riches d'alléger encore les impôts.

Kamala Harris n'est pas en reste. « Je suis capitaliste », explique-t-elle aux milieux patronaux. Sous l'administration de Biden, dont elle est la vice-présidente, l'indice boursier a doublé et les milliardaires se sont enrichis comme jamais. Elon Musk, le patron mégalo de Tesla, X et SpaceX, qui soutient Trump, est bien ingrat : sa fortune, déjà 25 milliards de dollars en 2020, a été multipliée par dix sous Biden ! Pour la grande masse de la population en revanche, le niveau de vie s'est dégradé, avec des prix qui ont enflé de 25 %, sans que les salaires suivent. Et certains, désorientés, se rabattent du coup sur Trump, cet ennemi patenté des travailleurs.

Malgré l'incertitude du scrutin, on sait déjà qui seront les gagnants et les perdants. Dans ce pays présenté comme un eldorado, toute une partie des travailleurs sont obligés de cumuler deux, voire trois emplois précaires et mal payés pour pouvoir joindre les deux bouts. Le pays se vante d'un chômage bas, mais c'est parce que des millions de travailleurs, sortis du marché du travail, échappent désormais aux statistiques. Au cœur de la première puissance mondiale, le nombre de sans-abri explose, il y en aurait plus de 75 000 rien qu'à Los Angeles, où ils ne vivent guère au-delà de 50 ans. L'espérance de vie de toute la population recule, plaçant sur ce plan le pays au 35e rang mondial, derrière Cuba ou le Chili. Chaque année, plus de 100 000 Américains, issus pour la plupart des classes populaires, meurent d'overdose. Quelque 45 000 autres meurent faute de pouvoir se payer des soins médicaux. Et cela ne changera pas après le 5 novembre.

À l'autre bout de la société, il est certain que, quel que soit le nouveau président, les Jeff Bezos et autres Mark Zuckerberg continueront de toucher le gros lot. Quant à la politique étrangère du pays, elle sera poursuivie. Harris et Trump ont par exemple annoncé qu'ils continueraient de fournir les armes et l'argent avec lesquels Israël mène la guerre aux Palestiniens, aux Libanais et peut-être demain aux Iraniens.

Vu d'ici, la grossièreté et le cynisme décomplexé de Trump sont étonnants. Pourtant, le système américain n'est pas si différent du nôtre. Tous les quatre ou huit ans, c'est l'alternance entre deux partis pro-capitalistes ? Comme ici. Trump est mégalomane ? Assurément, mais Macron ne l'est-il pas ? Trump a fait du racisme un fonds de commerce, et dans ce pays construit par des immigrants, lui et Harris promettent, de façon absurde, de restreindre l'immigration. Les politiciens français, Le Pen en tête, ne disent pas autre chose. Il faut construire un mur et expulser les sans-papiers, disent là-bas Trump et Harris ; il faut renforcer les frontières et expulser les sans-papiers, expliquent ici Barnier, Macron et Le Pen.

Rien n'est donc à espérer de ce scrutin, mais nous aurions tort de nous désintéresser de l'avenir de ce pays. Pas seulement parce qu'il est à la pointe de l'innovation scientifique et technologique. Mais aussi parce qu'il est fort d'une classe ouvrière qui, par le passé, a mené des luttes importantes. Des grandes grèves ouvrières à la révolte des Noirs et à la lutte de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, celles et ceux qui créent la richesse du pays se sont battus. Aujourd'hui, leur condition se dégrade sous les coups d'une classe capitaliste rapace. Mais quelques grèves récentes, malgré des directions syndicales réformistes qui ne valent pas mieux que les nôtres, ont montré que les travailleurs des États-Unis pouvaient se battre pour leurs revendications.

C'est de là qu'un espoir peut venir. Les révoltes des années 1960 eurent une portée mondiale. De même aujourd'hui, un renouveau des luttes aux États-Unis aujourd'hui aurait un impact dans le monde entier. Alors, espérons qu'au-delà de l'échéance du 5 novembre, les travailleurs américains ne se laissent pas appauvrir et diviser, et qu'ils retrouvent le chemin de la lutte de classe.

Nathalie ARTHAUD

Jours de carence dans la fonction publique : un projet scandaleux

Dans le cadre du projet de budget, le gouvernement a annoncé une attaque frontale contre les travailleurs de la fonction publique. Il veut imposer qu'en cas d'arrêt maladie, les trois premiers jours ne soient plus payés, contre un seul jour de carence aujourd'hui.

Les indemnités journalières en cas de maladie, quant à elles, ne seraient plus de 100 % mais de 90 % du salaire. Le gouvernement entend récupérer de cette façon 1,2 milliard d'euros par an aux dépens des travailleurs en congé maladie.

Cette mesure concerne directement les 5,7 millions de travailleurs de la fonction publique, qu'elle soit

d'État, territoriale ou hospitalière. Près de 40 % sont de catégorie C, c'est-à-dire ouvriers ou employés, et le salaire d'embauche est au smic, à 1 801 euros brut. L'application d'une telle mesure signifierait le vol de plusieurs centaines d'euros de salaire pour une semaine d'arrêt maladie. Comme le disait un infirmier : « *Nous devons soigner des gens. Mais nous-mêmes, nous n'avons pas le droit de nous soigner ?* »

De plus en plus, les arrêts maladie sont la conséquence de la dégradation des conditions de travail, qui touche tous les secteurs. Le vol sur le congé maladie est une double peine : l'État

patron oblige à effectuer un travail toujours plus pénible, plus dangereux et, d'autre part, il ampute le salaire des travailleurs contraints de s'arrêter.

Cela signifie aussi que, ne pouvant se permettre une baisse de salaire, un plus grand nombre de travailleurs seront contraints de venir travailler tout en étant malades. C'est évidemment un non-sens du point de vue de leur santé mais aussi de celle de leurs collègues ou du public avec lequel ils peuvent être en contact. Le gouvernement et le patronat le savent parfaitement, mais le droit à la santé des travailleurs et des classes populaires n'est pas leur préoccupation.

Sécurité sociale : des économies criminelles

Comment réaliser des économies sur le budget de l'Assurance-maladie ? La réponse du gouvernement est simple : en faisant payer les malades.

Pour 2025, il prévoit de diminuer le taux de remboursement des consultations par la Sécurité sociale, c'est-à-dire d'augmenter la part des dépenses restant à charge, le fameux « ticket modérateur ».

Aussi vieux que la Sécurité sociale, ce ticket modérateur a pour objectif, comme son nom l'indique très clairement, de modérer la consommation médicale des assurés, les empêcher de trop se soigner. Initialement fixé à 20 % de la dépense, il n'a pas cessé d'augmenter depuis, atteignant ainsi aujourd'hui, par exemple, 35 % sur les boîtes de médicaments. Et s'il est de 30 % pour les consultations médicales, le gouvernement prévoit de le porter à 40 % en 2025.

Pour ceux qui ont une assurance complémentaire santé ou une mutuelle, celles-ci rembourseront la partie restant à la charge du malade. Ce ne sera pas totalement puisqu'elles ne remboursent pas la « participation

forfaitaire » de deux euros mise en place, elle aussi, pour « *responsabiliser les assurés afin de limiter la surconsommation de frais de soins* ».

Bien sûr, les tarifs des cotisations aux mutuelles subiront une nouvelle hausse et le nombre de ceux qui ne peuvent plus payer augmentera. Ils rejoindront les quelque trois millions de personnes qui, déjà, faute de mutuelle ou d'assurance santé, parce que trop pauvres, « modèrent » leur consommation médicale au point de renoncer à se soigner.

Mais à quoi servent toutes ces coupes budgétaires ? ...



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 8 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 9 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 10 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00

CENTRE-VILLE DE SAINT-DENIS (Place Paul Vergès)
SAMEDI 17 NOVEMBRE de 9H30 à 12H00

Barnier rêve de faire travailler les malades

Barnier cherche désespérément les 60 milliards qui manquent à son budget 2025. Il envisage de récupérer 1,2 milliards en s'en prenant aux arrêts maladie de courte durée et pour cela d'imposer aux fonctionnaires trois jours de carence en cas de maladie comme pour les salariés du secteur privé. Sa proposition a reçu le

soutien du président du Rassemblement national, Bardella.

Travailleurs et travailleuses des hôpitaux qui s'effondrent au travail pour cause de surcharge de travail et d'effectifs notoirement insuffisants sauront à qui dire merci...

Les hospitaliers du CHU de Saint-Denis ont repris dernièrement à

quelques dizaines leurs mobilisation devant leur établissement pour dénoncer le manque général de personnel.

Barnier, en s'en prenant à eux, est en train de jouer au pompier pyromane !

Quand les parasites patronaux crient à l'assassin...

Les exonérations de cotisations patronales ont vu leur montant doubler en 10 ans. Elles coûtent aujourd'hui 80 milliards d'euros à l'État. Autant de milliards qui manquent à l'appel pour la santé, l'éducation nationale et le logement.

La seule intention du Premier ministre, Michel Barnier, de vouloir raboter un peu cette manne d'argent public (2 points en 2025 et 2 points en 2026) a provoqué une levée de boucliers de la part du Médef qui brandit, si ce texte était voté, la menace d'un cataclysme économique avec des dizaines de milliers de licenciements à la clé... comme si ce n'était pas déjà le cas dans nombre de grosses et moyennes entreprises qui

dégraissent déjà leurs effectifs se disant victimes de la concurrence « déloyale » de leurs concurrents.

Lors de l'assemblée générale du Médef Réunion qui s'est tenue le 29 octobre, le vice président du Médef national, Bruno Arcadipane, a fait une déclaration de la même veine en disant : « *J'invite nos syndicalistes à être lucides. Si nous nous prenons un coup de rabot, les futures NAO ne seront pas exceptionnelles. Elles seront proches de zéro !* ».

Voilà bien une menace qui tombe à plat et qui frise le ridicule, car les travailleurs de La Réunion subissent depuis des années un quasi blocage de tous les salaires supérieurs au SMIC alors que les prix, eux, ont ex-

plosé.

Alors oui, rabot des exonérations patronales ou pas, les travailleurs ne doivent pas mettre leurs revendications dans leurs poches. Ils doivent exiger des salaires qui leur permettent de vivre et qui augmentent au même rythme que les prix !



... et sont soutenus par les députés de gauche réunionnais !

À l'annonce de l'intention du Premier ministre, les députés de gauche Philippe Naillet (PS) et Frédéric Maillot (GDR) sont montés au

créneau pour supplier le gouvernement de revenir sur son projet de loi. Ils ont déposé le même amendement d'annulation de ce projet que les re-

présentants du Médef.

De la droite à la gauche, un même programme : la défense des marges patronales !

Un exploitateur encensé par tous les politiciens pays !

Le décès du capitaliste Goulamaly a déclenché une explosion de déclarations attristées et admiratives de la part des dirigeants du Médef, mais aussi de toutes les composantes de la classe politique réunionnaise.

Cyrille Melchior pour la droite a salué « *un visionnaire et un innovateur* » sans doute en référence au lancement de la téléphonie mobile dans l'île ?!

Wilfrid Bertile a déclaré qu'il

avait le souci de l'insertion de La Réunion dans son environnement régional. Il est vrai qu'entre l'élevage des crevettes à Madagascar et au Mozambique et l'exploitation des fonds marins, il voyait large... pour développer ses affaires et ses profits !

Jean Hugues Ratenon a déclaré de son côté que « *Mr Goulamaly avait une excellente vision de la coopération régionale* ».

Pour Huguette Bello, : « *C'est un*

grand capitaine d'industrie visionnaire qui nous quitte », ce qui revient à dire que la gauche, comme la droite, ne voit l'avenir de la société qu'au travers des « lunettes » des capitalistes.

Et les centaines de travailleurs exploités par ce capitaliste pendant des décennies ?

Ils sont transparents !

Derrière le «Job dating» sinistres conditions de travail dans l'agriculture

En vue de la future récolte de letchis, comme cela arrive souvent avant les campagnes sucrières, la Chambre d'agriculture vient obligamment au secours des patrons qui se plaignent de la pénurie de main-d'oeuvre. Ainsi mardi 29 et jeudi 31 octobre elle organisait à Bras-Panon et à Petite-Île des journées de «Job dating», sorte de marché de l'embauche de travailleurs saisonniers.

Ce ne sont pas les salaires misérables et les conditions de travail déplorables qui y sont évoqués mais les aides que l'État et le département apportent aux patrons :

Le dispositif R+ pour compenser la perte totale ou partielle du RSA ou de l'aide au logement durant l'activi-

té salariée et une aide aux salariés de 600 euros sur deux mois.

Avec ces subventions les exploitants agricoles n'ont donc pas grand-chose à tirer de leur poche pour payer un salaire qui dépasse rarement le Smic horaire.

En même temps, la réalité pour beaucoup d'ouvriers agricoles c'est qu'ils sont embauchés au noir et sont payés à la tâche pour couper la canne ou pour « casser » les letchis, dans des conditions éprouvantes, voire à risque.

Bon nombre de « planteurs de letchis » ne s'embarrassent pas trop des questions de sécurité et font travailler les « casseurs », à plusieurs mètres de hauteur dans les arbres,

sans équipement de protection comme le harnais et les cordages pour les retenir en cas de chutes.

Loin d'intervenir pour faire respecter les normes de sécurité, les pouvoirs publics ferment souvent les yeux sur le travail au noir dans les exploitations agricoles et les contrôles de l'inspection du travail et de la Sécurité sociale, pas très fréquents, risquent de se faire encore plus rares car le gouvernement prévoit de les réduire à un par an seulement, par agriculteur.

Contre l'exploitation éhontée des travailleurs de l'agriculture devra se lever le vent de la colère !

Refus de l'expression « travail au noir »... ou de l'exploitation des travailleurs ?

Lors du débat sur le vote du budget à l'Assemblée nationale, Frédéric Maillot, député GDR de La Réunion, s'est déclaré favorable à l'utilisation de la formule de « travail dissimulé » plutôt que celle de « travail au noir » ce qui a provoqué une levée de bou-

cliers dans l'hémicycle du côté de la droite.

Mais le problème ne réside pas dans le qualificatif employé pour désigner le travail non déclaré, mais bien plutôt comment et avec qui on le combat, et au-delà de lui toutes les

formes d'exploitation des travailleurs.

Et là dessus le député Maillot n'a rien dit, comme l'ensemble des députés présents ce jour-là au parlement !

Parlement : leur règle du jeu

« Jeu parlementaire », rarement cette expression journalistique n'aura aussi bien décrit la situation des députés discutant le projet de budget du Premier ministre Barnier.

En effet, le gouvernement ne dispose d'aucune majorité pour faire voter ses textes et empêcher les oppositions de faire passer certains amendements. Il a même été incapable de faire se tenir le débat dans les délais réglementaires. Mais qu'importe, le budget sera rétabli suivant la volonté de Barnier en passant devant les sénateurs, dont la majorité penche très fortement à droite. Et, en dernier recours, Barnier se passera de l'avis des députés et de leurs amendements en utilisant l'article 49-3, désormais célèbre, qui permettra que le budget, tel qu'il a

été proposé par le gouvernement, soit adopté sans vote.

Inévitablement la gauche proposera une motion de censure, mais Macron et Barnier s'en sont très probablement assurés, le centre, la droite et le RN ne la voteront pas. Le budget, et toutes les attaques contre les travailleurs qu'il recèle, deviendra alors la loi et les discours parlementaires se ramasseront à la pelle, comme les feuilles mortes.

Pourtant, malgré la vacuité du jeu et le fait que chacun connaît la fin du film, les députés respectent certaines règles. Même les propositions de la gauche considérée comme la plus radicale respectent le pouvoir du grand capital. Il n'est pas question de contrôle des comptes des grandes entreprises et des grandes fortunes,

de saisir des bénéfices de guerre ou de crise, d'interdire de licencier, ou d'obliger à investir dans les activités utiles à la population.

En fait, les règles de ce jeu parlementaire sont bien de maintenir l'affrontement politique dans les limites de ce que le grand patronat tolère. Ce sont ces règles que les travailleurs devront bousculer par leur action, bien au-delà des murs du Parlement.



Le pape pas en odeur de sainteté en Belgique

De passage en Belgique du 26 au 29 septembre dernier, le Pape François a qualifié la dépénalisation de l'IVG dans ce pays de « *loi meurtrière* » et comparé les médecins pratiquant les avortements à des « *tueurs à gages* ».

Il en a rajouté à l'université de Louvain en résumant ce qu'il considérait comme le rôle des femmes

dans la société, à savoir : « *L'accueil fécond, le soin et le dévouement vital* ».

Ces déclarations choquantes ont eu pour effet une vague de débaptisation chez les Belges !

Dépeint par certains comme un pape progressiste, François montre qu'il continue à colporter, comme l'église dans son ensemble, une vi-

sion réactionnaire de la société où les femmes n'ont pas voix au chapitre ni la liberté de disposer librement de leur corps.

Un caillou mis dans la chaussure des « père la morale ». C'est peu mais c'est toujours mieux qu'aucune réaction !

RN : dans le camp du capital

Lors de l'examen du projet de loi de finances 2025 à l'Assemblée nationale, le Rassemblement national a voté contre des amendements visant à augmenter légèrement la taxation du capital.

Ces amendements, déposés par la gauche et le Modem, visaient à faire passer le prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % à 33 %. Créé en 2018 par Macron, le PFU, ou « flat tax », permet aux plus riches contribuables qui possèdent des actions, des obligations et autres placements bancaires de ne payer que 30 % d'impôts au lieu de 41 % voire 45 % si ces revenus du capital étaient soumis à l'impôt sur le revenu.

Fini le temps où Le Pen faisait mine de dénoncer la politique fiscale de Macron et « *les cadeaux aux plus aisés avec la flat tax* ». Dorénavant, le RN cherche à montrer à la bourgeoisie qu'il est un parti responsable, prêt à gouverner pour défendre ses intérêts. C'est ainsi que le 23 octobre à l'Assemblée, le député du RN Tanguy a justifié le refus de son parti d'augmenter la flat tax car « les chefs d'entreprise se sont sentis concernés injustement par cette mesure ».

De son côté, et pour tenter de masquer auprès de l'électorat populaire du RN sa totale allégeance aux plus riches, Bardella prétend que « *cette mesure ne frappe pas des foyers*

fiscaux extrêmement aisés mais tous les petits investisseurs ». En réalité, la flat tax bénéficie surtout aux gros détenteurs de capital, quelques foyers seulement. En 2021, moins de 1 % des foyers fiscaux centralisaient 95 % des dividendes déclarés. 4 000 foyers ont accaparé un tiers des dividendes pour des versements d'un million d'euros minimum.

En utilisant ainsi l'argument de la « défense des petits » pour protéger en réalité les intérêts des plus gros capitalistes, le RN n'a rien inventé et démontre qu'il est, de ce point de vue également, un parti bourgeois comme les autres.

France-Maroc : Macron représentant du patronat

En visite officielle au Maroc, Macron a joué son rôle habituel de représentant commercial du grand patronat français auprès du roi Mohammed VI. La délégation française qui l'accompagnait ne comptait pas moins d'une quarantaine de chefs d'entreprise, bien déterminés à placer leurs contrats auprès des autorités marocaines et à évincer leurs concurrents.

Pour Airbus Helicopters, un contrat de vente de plusieurs hélicoptères de combat était en jeu. Engie voulait un accord sur les énergies renouvelables et le dessalement d'eau de mer. Alstom lorgnait sur la prochaine commande de TGV pour la nouvelle ligne à grande vitesse Keni-

tra-Marrakech, Airbus comptait sur la vente de 188 avions. Pour Naval Group, il s'agissait de vendre deux sous-marins militaires.

Macron, en digne serviteur des capitalistes français, a tout fait pour que rien ne contrarie le souverain marocain et ne vienne faire capoter leurs affaires. Le Sahara occidental ? Macron a confirmé que son présent et son avenir s'inscrivaient désormais « dans le cadre de la souveraineté marocaine ». Les visas délivrés aux Marocains par la France, qui avaient été drastiquement diminués en 2022 ? Début octobre, Bruno Retailleau menaçait à mots couverts son homologue marocain de les conditionner au nombre de personnes sous OQTF

(obligation de quitter le territoire français) reprises par le Maroc. Le ministre de l'Intérieur a dû manger son chapeau, contredit par Macron lors de son discours devant les autorités marocaines.

Quant aux prisonniers politiques, comme Nasser Zefzafi, l'un des leaders du mouvement de contestation du Hirak de 2017 dans le Rif, alors condamné à 20 ans de prison ferme, il n'en a évidemment pas été question dans les interventions de Macron. L'exploitation des travailleurs marocains et la répression des opposants au régime ne gênent en rien les affaires des capitalistes français, bien au contraire !

Les salariés d'Albioma en grève pour les mêmes droits que ceux d'EDF

Suite à l'ouverture du marché de l'électricité au secteur privé, la société Albioma s'est implantée dans les DOM depuis 1992, mais elle n'a appliqué le statut des IEG aux salariés des centrales réunionnaises du Gol et de Bois Rouge qu'à partir de 2002, suite à la grève menée avec détermination par ces derniers pour faire valoir leurs droits.

Depuis cette date ils réclament, en vain, qu'Albioma répare le préjudice subi par les salariés ayant travaillé de 1992 à 2002, à savoir principalement l'application de la grille des salaires des IEG et la prime de vie chère de 20 %.

Face au refus persistant de la direction d'Albioma de leur rendre justice, ils ont décidé de se mettre en grève, avec leurs camarades des Antilles, à partir du 17 octobre et ont reconduit leur mouvement jusqu'au

23 octobre au matin date à laquelle ils ont repris le travail dans l'attente qu'une médiation se mette en place avec l'État.

Non seulement le gouvernement a refusé le rôle d'intermédiaire qui lui était demandé, mais la direction d'Albioma Océan Indien a tenté de faire venir une trentaine de gros bras de métropole pour tenter d'intimider les grévistes. Cela a eu l'effet inverse : cette annonce n'a fait que renforcer leur détermination. Elle a dû renoncer à faire venir ses sbires et les groupes de production ont été à nouveau mis à l'arrêt !

Finalement l'Etat a fini par accepter de participer aux négociations avec Albioma qui doivent se tenir à Paris le 5 novembre prochain. Mais les travailleurs d'Albioma restent prêts à remettre la pression s'il s'avère que leurs patrons et le gou-

vernement veulent continuer à les mener en bateau !



Outremer la 1ère

Les provocations du directeur d'Albioma Océan Indien pendant la grève

Geoffroy Mercier, le directeur d'Albioma dans la région, déclarait au site Zinfos974 le 24 octobre qu'Albioma était une entreprise très soucieuse du dialogue social. On a pu constater ce qu'il en est vraiment avec sa menace d'utiliser des hommes de mains (payés 250 euros net par jour et pendant une durée in-

déterminée !) pour casser la grève !

Il ajoutait dans le même interview que « La qualité de vie au travail et la sécurité des employés sont également au cœur des préoccupations d'Albioma ».

Est-il amnésique au point d'avoir oublié le grave accident survenu à l'usine de Bois Rouge dans la soirée

du 13 au 14 mai 2024 où un salarié, ne disposant pas des équipements nécessaires, a été gravement brûlé à l'occasion d'une opération de débouillage d'une trémie contenant plusieurs tonnes de scories et en fusion ?

SIRUN (Cambaie – Saint Paul) : les ouvriers en grève pour leurs salaires, mais menacés de perdre leurs emplois

Pas payés de leur mois de septembre, les 25 ouvriers de l'entreprise SIRUN spécialisée dans les travaux de VRD se sont mis en grève à partir du 11 octobre.

Pendant que le patron continuait à les faire travailler sur les chantiers, il ne réglait pas ses cotisations à la sécurité sociale et s'abstenait de verser son dû à la caisse de congés payés du BTP.

Alors que le patron s'engageait à leur payer 80 % de leur salaire, un huissier a bloqué le transfert d'argent sur leurs comptes. Il y a de fortes chances pour qu'ils doivent encore attendre plusieurs semaines avant que leur situation soit régularisée par l'AGS sans compter les ennuis qui les attendent en fin d'année pour être payés pendant leurs congés.

Après avoir trimé pendant 20 ans pour ce patron, est-ce tolérable d'être

traités de la sorte, c'est la réflexion que se faisaient ces travailleurs ? C'est pourtant ce à quoi sont confrontés de plus en plus de travailleurs qui paient les conséquences de la gestion patronale totalement opaque des entreprises.

Alors oui le minimum pour ne pas en arriver là serait que les travailleurs puissent exercer un contrôle permanent sur leurs agissements !

MOYEN-ORIENT

À bas la guerre de Netanyahou !

Dans la nuit du vendredi 26 octobre, plusieurs vagues d'avions israéliens ont bombardé des cibles iraniennes, visant les systèmes de défense aérienne de certaines installations énergétiques et plusieurs bases militaires. Le Premier ministre israélien, Netanyahou, avait annoncé une riposte aux tirs de missiles iraniens sur Israël le 1er octobre, promettant de « faire payer le prix » à l'Iran.

Mais tout semble montrer que, tout comme en avril dernier lors d'une confrontation similaire, les dirigeants israéliens et iraniens ne souhaitent pas s'engager dans une escalade. Le ministre des Affaires étrangères iranien a affirmé avoir « reçu des indications » avant les frappes aériennes, qui lui auraient confirmé la volonté des dirigeants israéliens de mener des actions limitées, proportionnées de façon à éviter d'avoir à surenchérir.

La retenue affichée par le gouvernement israélien est peut-être à mettre sur le compte des pressions de Washington, l'administration améri-

caine ne voulant pas, pour le moment, se laisser entraîner dans une guerre ouverte contre l'Iran. Mais Netanyahou a pu vérifier une fois de plus qu'il pouvait compter sur un soutien indéfectible des États-Unis, les dirigeants américains ayant déployé en Israël un système de défense antimissile et une centaine de militaires pour le mettre en service.

Fort de cet appui, Netanyahou peut en tout cas poursuivre la guerre au Liban sans aucune retenue. L'armée israélienne mène quotidiennement des raids aériens sur Beyrouth, la capitale, et sur de nombreuses autres localités du pays, faisant de nombreuses victimes civiles. Dans le sud du pays, les troupes israéliennes pénètrent dans les villages, contraignant leurs habitants à fuir.

À Gaza aussi, l'armée israélienne se livre à un véritable nettoyage ethnique, cherchant à vider le nord de ses habitants. En un peu plus de trois semaines, quelque 60 000 personnes ont été chassées de chez elles. Le seul hôpital qui tentait de continuer d'accueillir des patients a été pris

d'assaut par les soldats israéliens.

Pour la énième fois, Biden a déclaré que la guerre à Gaza devait cesser, sans pour autant faire quoi que ce soit de nature à entraver la machine de guerre israélienne. C'est avec le soutien et l'accord tacite des dirigeants occidentaux que Netanyahou peut mener une guerre d'extermination contre les Palestiniens.



ISRAËL

L'opposition à la guerre

En Israël même, une partie de la population manifeste depuis des semaines son opposition à la politique de Netanyahou, qu'ils accusent de mener une guerre à outrance dans le seul but de rester au pouvoir.

Des Israéliens ont manifesté dimanche 27 octobre devant le ministère de la Défense pour appeler à un cessez-le-feu à Gaza et à la libération des otages du Hamas. À Jérusalem, lors de son discours dans le cadre de cérémonies organisées pour commémorer l'attaque du 7 octobre 2023,

Netanyahou a été interrompu par des proches de victimes. D'autres ont conspué le Premier ministre aux cris de « Honte à vous ! » Un homme dont le fils a été tué le 7 octobre a, quant à lui, quitté la cérémonie en signe de protestation.

Cent-trente réservistes, qui avaient été mobilisés au début de la guerre à Gaza, ont signé une lettre, rendue publique le 10 octobre, dans laquelle ils affirment qu'ils ne retourneront pas dans leur unité aussi longtemps qu'un accord permettant le

retour des otages retenus à Gaza n'aura pas été conclu. Une première lettre semblable avait été signée par 42 réservistes. Ceux qui expriment ainsi ouvertement leur refus de la guerre de Netanyahou sont certes très minoritaires, mais ils manifestent un courage certain, alors qu'ils sont dénoncés par le gouvernement et l'extrême droite comme des traîtres et risquent la condamnation à des peines de prison.

Coup de grâce à l'UNRWA... et à l'aide aux Palestiniens

Le Parlement d'Israël, la Knesset, a voté lundi 28 octobre une loi interdisant sur tout le territoire israélien les activités de l'agence de l'ONU qui vient en aide aux réfugiés palestiniens, l'UNRWA. Seuls dix députés sur les 120 que compte cette assemblée ont voté contre, les députés arabes et quelques rares représentants de l'extrême gauche.

Le prétexte de cette décision est la participation supposée d'une vingtaine de membres de l'agence, sur les 13 000 qu'elle emploie à Gaza, à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. Le gouvernement israélien ne prend même pas la peine d'avancer des preuves, son véritable objectif est de rendre les territoires occupés, et en particulier Gaza, durablement invivables pour les Palestiniens

L'UNRWA fut créée en décembre 1949 alors que les dirigeants israéliens se lavaient les

maines de la souffrance qu'ils infligeaient aux 900 000 réfugiés palestiniens chassés de leurs terres, de leurs maisons, et qui étaient réduits à végéter dans les huit camps installés dans la bande de Gaza, alors sous contrôle de l'armée égyptienne, ainsi que dans les pays voisins, la Jordanie ou le Liban. Ainsi, pendant 74 ans, l'UNRWA fut la principale bouée de sauvetage à laquelle purent s'accrocher les Palestiniens dans leur vie quotidienne, assurant non seulement l'aide alimentaire mais aussi gérant des écoles et des services sociaux grâce au dévouement de ses employés.

La décision de la Knesset va finir de ruiner les rares moyens de survie auxquels pouvaient encore avoir recours les habitants de Gaza bombardés, chassés de chez eux et massacrés par l'armée israélienne. L'UNRWA y gérait des hôpitaux,

des centres de santé et d'enseignement. Ses membres tentent de continuer à distribuer l'aide alimentaire d'urgence et les médicaments dont ils peuvent disposer. Le vote de la Knesset consacre en fait une année d'attaques contre l'UNRWA. Depuis l'entrée de l'armée israélienne à Gaza, ses établissements scolaires comme ses centres de santé ont été pris pour cible sans aucune retenue, sous prétexte qu'ils auraient servi d'abri aux membres du Hamas. Le passage de l'aide humanitaire a été régulièrement bloqué.

Aujourd'hui Netanyahu et la Knesset jugent nécessaire de se débarrasser de l'UNRWA. Après avoir assassiné plus de 40 000 Palestiniens à Gaza, dont un quart d'enfants, ils entendent continuer à détruire les moyens d'existence des survivants.

CUBA

Black-out sous embargo

Cuba s'est retrouvé sans électricité du vendredi 18 au lundi 22 octobre. Une semaine après, le système électrique de l'île était toujours en difficulté.

C'est une avarie sur la principale centrale du pays qui a provoqué l'effondrement total du réseau électrique. À part les hôpitaux, l'ensemble des services publics ont été suspendus jusqu'au 28 octobre. Chez les particuliers, seuls ceux qui disposent d'un générateur ont pu sauver le contenu de leur congélateur et faire tourner les ventilateurs, indispensables pour dormir par 30 °C. Mais encore fallait-il avoir de l'essence ou le moyen de recharger des batteries.

Ce gigantesque black-out est révélateur des difficultés de Cuba, mis sous embargo par les États-Unis depuis 1962. À la veille de la panne générale, le président cubain Miguel Díaz-Canel avait annoncé que l'île se trouvait en difficulté pour acheter

le pétrole nécessaire à l'alimentation de ses centrales, qui sont par ailleurs des plus vétustes et dont la maintenance est rendue difficile par l'embargo. Le pétrole est une denrée qui pourrait encore se raréfier avec la crise politique au Venezuela, l'un des quelques pays qui continuent à livrer Cuba malgré les sanctions américaines.

Les pannes d'électricité s'ajoutent aux pénuries de nourriture, de médicaments et à une inflation galopante. Aujourd'hui, tout ou presque est disponible à Cuba, mais à des prix inaccessibles pour la plupart des habitants. Un carton de trente œufs représente autant que la pension de retraite mensuelle des Cubains. Cette situation a été aggravée par la pandémie de Covid-19, qui a brutalement ralenti le tourisme, la troisième source de devises de l'île derrière la vente de services médicaux et les envois d'argent de la diaspora à la fa-

mille restée au pays. Le tourisme en provenance des États-Unis a aussi été mis à mal par les 242 sanctions supplémentaires décidées par Trump pendant son dernier mandat, plaçant notamment Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme. Des sanctions que Biden, contrairement à ses promesses, n'a pas supprimées.

La presse occidentale a mis en avant le fait qu'une partie de la population cubaine en veut, non pas aux États-Unis, mais au régime cubain qui se révèle incapable de lui assurer le minimum nécessaire. Le but de l'embargo américain est justement de multiplier les difficultés du régime pour pousser la population à s'y opposer. Mais quelles que soient ses critiques au régime, la population cubaine dans son ensemble sait bien quelles sont les responsabilités de l'impérialisme dans ses difficultés.

Le Working Class Party dans les élections

Malgré les nombreux obstacles légaux, le Working Class Party (WCP – Parti de la classe ouvrière), soutenu par l'organisation trotskyste The Spark, présente, à sa très modeste échelle, des candidats qui profitent des élections pour s'adresser aux travailleurs.

Ainsi que l'a déclaré l'un des candidats : « *Les politiciens des deux grands partis ne représentent pas la majorité des citoyens de ce pays. Ils ne représentent que les riches et leurs amis. En tant que candidat du WCP, je me présente pour représenter les intérêts de la majorité de la population de ce pays : la classe ouvrière.* »

Pour faire face à l'inflation, les candidats du WCP défendent l'augmentation des salaires en prenant sur les profits des grandes entreprises ; pour que chacun ait un emploi, le partage du travail sans perte de

salaires et par la baisse des cadences. Ils dénoncent les guerres financées par l'impérialisme américain qui menacent de s'étendre à la planète, ainsi que les bénéfices qu'en retirent les grandes entreprises qui vendent de l'armement. Ils s'expriment en faveur de l'unité de la classe ouvrière – contre les tentatives de la diviser par le racisme, le sexisme ou les préjugés xénophobes – une unité dans la lutte pour atteindre ses objectifs de classe et pour revendiquer la direction de l'économie, que les travailleurs font déjà fonctionner au quotidien.

Dans l'État du Michigan, qui reste le centre de l'industrie automobile, le WCP présente quinze candidats : sept dans des circonscriptions envoyant des représentants au Congrès des États-Unis et sept autres pour des sièges à l'Assemblée du Michigan ; ainsi qu'une candidature à l'échelle des dix millions d'habi-

tants de cet État pour un poste dans l'organisme qui gère l'éducation publique.

Dans un autre État, l'Illinois, le WCP présente un candidat dans une circonscription de Chicago et sa banlieue. En Californie, dans une circonscription de Los Angeles, un candidat se présente sur le programme du WCP bien qu'étant étiqueté « indépendant » par les autorités, qui ont dressé trop d'obstacles pour que le nom du WCP puisse apparaître sur le bulletin de vote.

Ces candidats ne prétendent pas changer le sort de la classe ouvrière par le seul vote. Ils appellent les travailleurs à voter en leur faveur pour envoyer ce message au reste de leur classe : « *Nous avons besoin de notre propre parti. Nous devons nous organiser pour défendre nos intérêts.* »

MARTINIQUE

La grande marche contre la vie chère

En Martinique, le mouvement de lutte contre la vie chère est arrivé à son soixantième jour. La signature, le 16 octobre, d'un accord entre le préfet, la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) et les patrons de la grande distribution en présence des élus, n'a pas éteint la colère d'une partie de la population contre la « pwofitasyon » et le racket qu'elle subit de la part des gros possédants.

Vendredi 26 octobre, un millier de manifestants se sont rassemblés pour une grande marche à la rencontre de salariés des zones commerciales des environs de Fort-de-France, obligeant les enseignes appartenant au béké Bernard Hayot à baisser leurs rideaux. Auparavant, les manifestants avaient dû forcer le barrage de CRS qui voulait les tenir éloignés du siège social du groupe

Hayot. Le lendemain, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés à l'entrée de l'hypermarché Carrefour de Génipa à Ducos. Bardé de plus de 25 camions de gendarmes en protection, le magasin a dû garder portes closes tout au long de la journée.

De leur côté, des groupes de jeunes ont montré leur colère en érigeant des barrages de détritrus et autres troncs d'arbres sur les grands axes routiers, affrontant les forces de police lorsqu'elles venaient les démonter, ou les reconstruisaient quelques temps après. Comme à chaque fois lors de ce type de mouvement de colère, de jeunes pilleurs ou racketteurs se sont mêlés à ceux qui affichent leur soutien au mouvement contre la vie chère. Des incendies ont touché environ

300 entreprises petites ou moyennes. Plus de 1 000 salariés se trouvent au chômage technique. Plutôt que de manifester ainsi leur colère, il serait préférable que ces jeunes rebelles mettent leur énergie et leur défiance vis-à-vis de ce système qui les écrase au service de leur camp, celui des travailleurs et des opprimés, des salariés, dans la lutte pour le renversement du système capitaliste.

Les salariés sont bien présents dans le mouvement, avec leurs bannières et leurs mots d'ordre pour des augmentations de salaire. Depuis le 26 septembre, deux syndicats ont déposé un préavis de grève générale. Des salariés de nombreux secteurs sont présents les jours de mobilisation générale. La mobilisation contre la vie chère et l'accord bidon du 16 octobre continue donc.

GADELOUPE

La grève d'EDF PEI

Les travailleurs de la centrale d'EDF PEI (production d'énergie insulaire) sont depuis le 15 septembre en grève pour faire en sorte que la direction applique correctement l'accord signé à l'issue de la grève de février 2023, qui incluait des embauches, des rappels de salaires, une prime, des congés payés, mais que la direction ne veut pas appliquer selon les modalités favorables aux travailleurs.

Depuis le début de la grève, la direction a multiplié les provocations. Jeudi 24 octobre, la directrice d'EDF PEI a remis à l'un des grévistes une lettre de convocation à un entretien pour sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Vendredi matin 25 octobre, ses collègues, très en colère, ont tous quitté leur poste, mettant ainsi tous les moteurs à l'arrêt. Cette coupure couplée à l'arrêt des moteurs de la centrale Albioma bagasse-charbon du Moule, où les salariés étaient

aussi en grève, a provoqué un « black-out » total et général sur toute la Guadeloupe. L'électricité a été coupée sur toute l'île pendant plus de 12 heures.

Dès les premières heures de la coupure géante, le préfet a réquisitionné les non-grévistes pour rétablir le courant. Depuis dimanche 27 octobre, l'ensemble de l'île a de nouveau de l'électricité, mais les travailleurs poursuivent leur mouvement. Un concert de protestations est évidemment venu du grand patronat local mais aussi des petits commerçants de Pointe-à-Pitre car dans la nuit du black-out, c'est-à-dire celle de vendredi 25 à samedi 26 octobre, des bandes de jeunes des quartiers sont venus piller des magasins. Et il y a eu des cas dramatiques de malades à domicile privés d'électricité et emmenés aux urgences.

Tout cela a été mis par les commerçants et une bonne partie de

la population au passif des grévistes. Le milieu petit-bourgeois bien-pensant s'est répandu en propos hostiles et en pétitions. Le député Serva a traité les grévistes de terroristes, de même que les présidents des Conseils départemental et régional parlant d'un geste criminel de leur part. En revanche, ils n'ont eu aucun propos hostile contre la direction d'EDF, comme si elle ne portait aucune responsabilité dans l'affaire. Celle d'EDF PEI, jouant sur les nerfs des grévistes, est aussi responsable de leur « coup de sang ».

Fort heureusement, bien des travailleurs, même minoritaires, comprennent et approuvent l'action de leurs camarades.

MADAGASCAR

Manifestations contre les coupures d'eau et d'électricité à Antananarivo

Lassés des coupures d'eau et d'électricité leur rendant la vie impossible, les habitants de plusieurs quartiers populaires de la capitale malgache (Manjakaray, Anjanahary, Amboditsiry, Ambodrimatrimo) ont organisé des manifestations de rue pour exprimer leur ras-le-bol de cette situation à laquelle le gouvernement de Rajoelina, malgré ses déclarations d'intentions péremptoires, se révèle incapable de mettre fin.

Ils ont barré les rues, brûlé des pneus et affirmé qu'ils continueraient à manifester leur colère jusqu'à ce que les investissements nécessaires se fassent.

À ces justes revendications le gouvernement de la bourgeoisie

malgache n'a su répondre que par la répression. Il leur a envoyé les forces de l'ordre qui ont utilisé leurs grenades lacrymogènes pour disperser la foule et ont arrêté une dizaine de manifestants.

Il semble bien que la patience du peuple malgache ait atteint ses limites et qu'au moins une partie de la population soit déterminée à passer à l'action pour en finir avec les restrictions de toutes sortes.

Ce d'autant plus que les hommes et les femmes du pouvoir se pavanent au vu de tout le monde dans le luxe et le confort.

Le parlement malgache a ainsi décidé de doter tous les députés de 4x4 dernier cri alors que le peuple se

démène chaque jour dans le besoin et la misère !



Grève des éboueurs du SIDEVAM...

Les ouvriers de la SIDEVAM s'étaient déjà mis en grève en août pour bénéficier comme les cadres de la RIFSEP, une prime professionnelle.

Ne voyant rien venir, malgré les

engagements de leur direction, ils ont à nouveau cessé le travail à partir du 21 octobre estimant à juste titre que l'attribution de cette prime devait cesser de se faire « à la tête du client » !



SMIC colonial à Mayotte

Article 2 de la constitution française du 4 octobre 1958 : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

Mais au 1er novembre 2024, le gouvernement français a décidé que le SMIC brut mahorais ne sera revalorisé qu'à hauteur de 1361,97 euros, soit 440 euros de moins que le SMIC national, alors même que le coût de la vie est bien supérieur dans ce département à celui de l'hexagone.

Encore une mesure pourrie de Macron et Barnier à plat ventre devant les exploiters capitalistes. Ils mènent leur guerre de classe contre les travailleurs mahorais comme contre l'ensemble des travailleurs.

l'hexagone et 17 % à La Réunion), les prix des produits de première nécessité sont supérieurs à ceux pratiqués à La Réunion. Le petit tableau ci-dessous en donne une idée.

Salaires inférieurs, prix supérieurs !

Alors que le Smic Mahorais est inférieur de 25 % à celui des autres départements français et que le chômage affecte 37 % de la population en âge de travailler (contre 7 % dans

Produits	Prix Réunion	Prix Mayotte	Différence en %
Bouteille de gaz	15,00 €	24 à 26 €	+ 60 à 70 %
Essence (litre)	1,62 €	1,75 €	+ 8,00%
Gazole	1,24 €	1,45 €	+ 17,00%
Pack d'eau	3,70 €	6,60 €	+ 78,00%
10 kg riz demi luxe	14,00 €	18,00 €	+ 29,00%
Huile 1 l	1,90 €	2,40 à 3,20 €	+ 26 à 68 %

...et des bagagistes de l'aéroport de Mamoudzou !

90 des 135 travailleurs de l'entreprise Mayotte Air Services chargés de l'embarquement et du débarquement des bagages ont cessé le travail pour une durée indéterminée le 21 octobre exigeant que la revalorisation de salaire acquise en janvier 2024 leur soit enfin payée ainsi que leurs heures supplémentaires.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....
Prénom :

.....
Adresse:

.....
.....
Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282